

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs **ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



AFIS 2022

SERGE EKUE : « LOMÉ, UNE GRANDE ESPÈCE DE CITY DE LA FINANCE AFRICAINE »



Serge Ekué, président
de la Banque ouest-africaine de
développement (BOAD)

Finances

Ecobank Transnational Incorporated réaffirme son soutien à l'économie togolaise

Une délégation de l'Ecobank Transnational incorporated (ETI),...

Page 3

Développement durable de l'activité maritime

Kokou Edem Tengué : « Nous n'allons pas inscrire la question de la protection de la planète dans une stratégie de décroissance » Préserver mais également développer...

Page 3

Page 4

Soutien au Cédi

Le Ghana va utiliser l'or dans ses échanges commerciaux

Dans un contexte économique particulièrement difficile, le Ghana ...

Page 6



Adhésion du Togo au Commonwealth
« Les retombées sont nettes sur le plan économique », selon Robert Dussey

Page 3



YOTR

www.otr.tg

C'est Reparti !
30 Nov 17h - 18h 2022 **Foire LOMÉ**
Foire de toutes les opportunités

THÈME: COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS +300 000 VISITEURS 90 000 M² D'ESPACE

Finances

Ecobank Transnational Incorporated réaffirme son soutien à l'économie togolaise

Une délégation de l'Ecobank Transnational Incorporated (ETI), conduite par le président du conseil d'administration, Alain Nkontchou, a été reçue le 24 novembre 2022 par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé.

• Eyram AKAKPO



Cette rencontre était une occasion pour le président du conseil d'administration d'Ecobank de présenter au Chef de l'Etat, le nouveau Directeur général du groupe bancaire panafricain, Jeremy Awori. Lors des échanges, le président du conseil d'administration de l'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) a réitéré au Président de la République la volonté de son institution bancaire de renforcer son partenariat avec le Togo afin d'accompagner le gouvernement dans sa politique de développement économique. « Nous avons abordé avec le chef de l'Etat, le partenariat entre l'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et le

Togo. Nous avons une relation continue, fluide et importante avec le Togo qui abrite le siège social de l'Ecobank et l'essentiel de notre management. Nous voudrions plus que jamais jouer un rôle d'apporteur de capital et d'appui à l'économie togolaise qui se porte bien au regard de tout ce qui se passe dans la région » a déclaré

Alain Nkontchou. Le président du conseil d'administration a par ailleurs exprimé sa reconnaissance au Président de la République pour son soutien à l'institution bancaire panafricaine dans sa fonction d'intermédiation de capital dans les économies africaines. Pour rappel, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est une banque fondée au Togo en 1985 et présente dans 36 pays d'Afrique de l'ouest, centrale et de l'est. Elle possède 20 331 employés et 11 millions de clients. Qatar National Bank et Nedbank sont actionnaires d'Ecobank. Elle est cotée sur les bourses d'Abidjan, Lagos et Accra. Elle est la deuxième plus grande banque d'Afrique, derrière la

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financière et boursières

Email : ecofinances.infos@gmail.com

Site web : www.ecofinances.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derrière l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO

00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO

00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE

SALLAH Patience

Yves ATCHANOUVI

Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS

Tirage: 3000

banque sud-africaine développement économique et à l'intégration financière du continent. Standard Bank. Son objectif est de contribuer au

Union douanière de la CEDEAO

Les Directeurs généraux des douanes se concertent

La 7ème réunion des Directeurs généraux des douanes des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et de la République Islamique de Mauritanie sur l'état de l'Union douanière de la CEDEAO, s'est tenue le 24 novembre 2022 à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire.

• Eyram AKAKPO



Cette rencontre, a permis aux Directeurs généraux des douanes de passer en revue le large éventail de questions relatives à la mise en œuvre de la nouvelle version du tarif, dont le rapport et les recommandations issues de la 5ème réunion technique du Comité Conjoint CEDEAO / Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) sur la gestion de l'Union douanière de la CEDEAO.

D'autres importants sujets ont également été abordés à cette réunion. Il s'agit notamment de l'état d'exécution des recommandations de la 6ème réunion des Directeurs Généraux des Douanes de la région CEDEAO, la recatégorisation des produits contenus dans le TEC CEDEAO, l'état des lieux de la mise en œuvre du projet pilote relatif à la mise en œuvre de l'Acte Additionnel sur la Coopération Douanière

et l'assistance mutuelle, le point sur la mise en œuvre du Système interconnecté de gestion des marchandises en transit (SIGMAT), ainsi qu'une présentation sur le projet de plan stratégique 2022-2025 de l'Union douanière de la CEDEAO. Lançant les travaux, la Commissaire aux affaires économiques et à l'agriculture de la Commission de la CEDEAO, Massandje Touré-Litsé, s'est réjouie du bilan des sept années de mise

en œuvre du TEC CEDEAO et du déploiement progressif du SIGMAT par les Etats membres.

Selon la Commissaire, l'incorporation du SIGMAT dans les systèmes informatiques douaniers des Etats membres, est une nécessité et permettra de mettre en œuvre l'Acte Additionnel sur le Transit et le Règlement de la CEDEAO sur la Garantie, tout en favorisant l'échange d'information entre les Administrations douanières de la région. « LA CEDEAO s'est engagée résolument dans la digitalisation et la dématérialisation des procédures douanières conformément au code des douanes que la région s'est dotée... », a indiqué Massandje Touré-Litsé. Pour le Directeur général des douanes ivoiriennes,

le Général DA Pierre Alphons, cette rencontre se tient dans un contexte d'opérationnalisation imminente de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). « Il s'agit là, d'un défi majeur pour les administrations douanières qui en seront, dans les mois à venir, les actrices principales du volet Commerce des marchandises », a-t-il déclaré. Le 1er Responsable des Douanes du Nigeria, a pour sa part, dans son allocution rappelé la base de la création de la CEDEAO à travers le Traité de Lagos (Nigeria), du 28 mai 1975, qui est le principe de l'espoir et de l'intégration mutuellement bénéfique à ses Etats membres, conduisant finalement à des économies plus pros-

pères dans la sous-région. « La CEDEAO vise à établir une Union économique en Afrique de l'Ouest afin d'élever le niveau de vie de ses habitants, de maintenir et de renforcer la stabilité économique, de favoriser les relations entre les Etats membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain » ; a laissé entendre le Col Hameed Ibrahim Ali. Il a clos son discours, en rappelant les défis qui se posent à l'intégration régionale, et souhaité que les décisions issues de cette rencontre, participent à une meilleure sécurisation des frontières afin de stimuler le commerce et encourager le développement durable de la région et des citoyens.

AFIS 2022

Serge Ekue : « Lomé, une grande espèce de city de la finance africaine »

Lomé accueille ce jour, le deuxième sommet annuel de l'Africa financial industry summit (AFIS). Une rencontre qui stimule le dialogue entre les gouvernements, les régulateurs et les leaders de l'industrie financière (banques, assurances, opérateurs de mobile money, fintech) sur un continent dont le potentiel de croissance est freiné par une mauvaise orientation des financements disponibles.

● Eyram AKAKPO

Ce sommet qui démarre à Lomé ce jour, verra la participation de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), l'une des plus grandes institutions financières de la sous-région. Selon les organisateurs, l'objectif d'AFIS est de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Réunissant les personnalités et institutions les plus influentes de la finance africaine, ainsi que les régulateurs, AFIS œuvre à l'amélioration de l'inclusion financière et à la naissance d'une véritable industrie panafricaine des services financiers. « L'AFIS 2022 se tient à Lomé en République togolaise. Il est heureux que cet événement se tienne ici d'abord pour des raisons historiques.



SERGE EKUE, PRÉSIDENT DE LA BANQUE OUEST-AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BOAD)

A Lomé vous avez un certain nombre de siège de banques notamment la Banque ouest africaine de développement (BOAD), nos frères de la BIDC de l'autre côté de la rue, mais également Ecobank. Voilà quelques grandes banques qui historiquement se sont installées à Lomé, créant

ainsi une forme d'écosystème qui peut même amener à considérer et à dire qu'ici à Lomé, nous avons une grande espèce de city de la finance africaine où en tout état de cause ouest africaine », a déclaré Serge Ekue, président de la BOAD. Selon le premier responsable de cette institu-

tion financière, l'AFIS 2022 réunira toutes les grandes banques, les acteurs de l'économie et de la finance africaine et internationale ainsi que tous les partenaires techniques et financiers pour discuter de deux choses essentielles. La première c'est comment faire plus. Elle consiste à discuter

sur « Comment faire plus pour financer notre développement. Comment faire plus, c'est regarder les questions de taille et de bilan, de niveau de fonds propre. Quelle est la couche de fonds propre que nous mettons pour faire face à d'éventuel défaut et pour nous permettre de faire plus. Comment est ce que nous utilisons l'innovation financière par exemple pour nous permettre de faire plus. Une fois de plus c'est une question de volume, une question de moyen », a expliqué le président de la BOAD. « Le deuxième point est technique voir technologique. Comment utiliser la technologie ? Les techniques modernes notamment de communication pour faire en sorte que notre développement soit plus inclusif. L'inclusion de l'ensemble de

nos populations y compris dans les secteurs les plus reculés. Comment atteindre les populations qui sont dans l'informel et que nous devons intégrer dans notre développement ? Le développement de la finance ne doit pas être un développement exclusivement technique mais il doit être absolument inclusif », a-t-il ajouté. AFIS 2022, s'engage activement à contribuer au succès de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui devrait accélérer l'intégration et la croissance du secteur financier africain. Fondée par le groupe Jeune Afrique Media en 2021, avec le soutien de l'IFC (Groupe de la Banque mondiale), AFIS est une organisation sœur de l'AFRICA CEO FORUM, la principale plateforme du secteur privé africain.

Adhésion du Togo au Commonwealth

« Les retombées sont nettes sur le plan économique », selon Robert Dussey

La Banque mondiale a entamé depuis le 17 novembre 2022, la première phase des consultations avec les principaux acteurs de développement au Togo. Une rencontre a été organisée en ce sens le 21 novembre dernier entre le gouvernement et l'institution de Bretton Woods.

● Eyram AKAKPO



À l'issue du 18e Sommet de la Francophonie qui s'est achevé le 20 novembre 2022 à Djerba, en Tunisie, le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur, Prof Robert Dussey a travers un entretien accordé à la radio française RFI, a énuméré les avantages de l'entrée du Togo au Commonwealth. « Les retombées sont nettes sur le plan économique. D'abord, par la diversification de nos

économies, par les accords bilatéraux que nous sommes en train de préparer pour signer avec plusieurs pays du Commonwealth », indique Robert Dussey. Pour le ministre en charge des Affaires étrangères, « les retombées seront réelles pour l'économie togolaise par le biais des hommes d'affaires, des petites et moyennes entreprises togolaises qui ont des facilités de signer des accords

bilatéraux très rapidement et plus facilement avec les pays du Commonwealth, et faire évoluer notre économie togolaise », a-t-il souligné. Selon Robert Dussey, le Togo peut atteindre les objectifs de son Plan national de développement en étant dans cette organisation étant donné que les entreprises du Commonwealth sont les plus dynamiques au monde. « Nous avons un programme national de développement. Ce pro-

gramme national de développement a des priorités dans le domaine agricole, la transformation agricole, le Togo qui doit être un hub pour la sous-région. Et cela ne peut se faire sans qu'il y ait un deal, ce qui est un anglicisme maintenant, entre les hommes et les femmes d'affaires togolais, avec les entreprises du Commonwealth qui sont des entreprises, il faut le reconnaître, les plus dynamiques au monde aujourd'hui » Le ministre explique également le choix de rejoindre le Commonwealth par des facteurs historiques. « Ce choix se justifie par plusieurs raisons. D'abord, sur un plan

historique. N'oubliez pas qu'une partie du Togo est rattachée au Ghana. Certains Togolais aujourd'hui se retrouvent Ghanéens. Donc, c'est la même culture que vous trouvez à la fois au Togo et au Ghana », a-t-il expliqué. « Sur un plan linguistique, parce qu'ils sont Ghanéens aujourd'hui, mais Togolais d'origine, en dehors des langues locales, ces populations togolaises parlent l'anglais. Ce qui fait que par jour, à peu près, vous avez des milliers de togolais qui traversent pour le Ghana pour plusieurs raisons : certains vont à l'école, ils font du business, etc. Et plusieurs Ghanéens qui entrent ici

au Togo pour la même chose, et vice-versa. Au niveau de la frontière, nous avons plus de 100 000 Togolais et Ghanéens qui traversent à tout moment. Pour ces raisons historiques, culturelles, démographiques, on peut comprendre aisément que le Togo puisse rejoindre le Commonwealth, tout en mettant l'accent sur un avantage économique important parce que le Commonwealth est l'un des grands réseaux diplomatiques du monde. Et donc, le gouvernement togolais a souhaité aussi être membre du Commonwealth, et c'est ce qui a été fait le 25 juin passé, à Kigali », a conclu Robert Dussey.

Développement durable de l'activité maritime Kokou Edem Tengue : « Nous n'allons pas inscrire la question de la protection de la planète dans une stratégie de décroissance »

Préserver mais également développer. Tel est le défi qui incombe aux pays côtiers africains, à la recherche d'un juste équilibre entre la protection de leurs côtes et le développement durable de l'activité maritime. Enjeux et explications avec Kokou Edem Tengue, Ministre de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière du Togo.



Le Togo est membre d'un programme régional destiné à protéger les côtes ouest-africaines, le West Africa Coastal Areas Program. De quoi s'agit-il au juste ? Le Programme de gestion du littoral ouest-africain, ou WACA (pour West Africa Coastal Areas Program, ndlr) est un programme de résilience côtière destiné à protéger à la fois l'espace côtier, les infrastructures, les populations ainsi que les biens et services sur la côte ouest-africaine. De la Mauritanie à l'Angola, nous assistons à un phénomène d'érosion côtière qui s'explique par deux phénomènes, la montée des eaux consécutive à la fonte des glaciers ; mais aussi les constructions d'infrastructures, alimentées par le boom démographique, qui prélèvent du sable sur ces côtes, au mépris des normes environnementales. Une des réponses du gouvernement togolais a été de participer à ce vaste chantier mais cette réponse n'est pas suffisante dans l'absolu car il s'agit d'un ouvrage ayant une durée de vie limitée dans le temps, de dix à trente ans. Il faudra trouver d'autres mécanismes dans le cadre de la COP27 et réfléchir à des normes réglemen-

taires continentales plus contraignantes. Pour les États côtiers, le défi est donc de protéger mais aussi de valoriser ces espaces, à travers le développement du tourisme côtier et balnéaire notamment mais aussi en promouvant une activité portuaire responsable et durable.

L'activité portuaire justement. Le Togo a gagné deux places dans le dernier classement mondial « One hundred container ports 2022 ». Comment expliquer cette progression ? Il faut saluer la politique du chef de l'Etat, qui a réussi à allier le secteur privé et l'État pour pouvoir mettre en place des infrastructures modernes. Les partenariats publics-privés (PPP) sont souvent critiqués en Afrique mais sur ce point, force est de constater que le port de Lomé est un exemple de PPP réussi. Il permet de mettre en place des infrastructures portuaires de premier plan avec des objectifs de performances que seul le privé peut assurer. Plus largement, le pays a développé un certain nombre de « soft improvements », tels que l'amélioration du cadre général dans lequel se font les affaires et le travail effectué en direction des

pays enclavés du Sahel, qui ont fait de Lomé leur façade maritime. Résultat, le Togo est en train de relever son pari de devenir la porte d'entrée des pays d'Afrique de l'Ouest. Le port sec d'Adétikopé a par ailleurs été opérationnalisé, constituant une véritable extension du port maritime de Lomé. C'est la 1ère fois en Afrique subsaharienne qu'un port sec joue ce rôle, ce qui confirme la stratégie du Togo de se positionner comme un hub logistique en Afrique de l'Ouest. De fait, dans le classement que vous mentionnez, notre pays est aujourd'hui à la 4ème position sur le continent, après Durban, Tanger Med et Dar-es-Salam.

Reste à trouver le juste équilibre entre la préservation de l'environnement et le développement de l'économie. Une équation complexe qui se joue notamment à la COP 27. Quelle est la position du Togo à ce sujet ? Il est clair que nous n'allons pas inscrire la question de la protection de la planète dans une stratégie de décroissance. Il y a un lien évident entre le PIB et l'augmentation du trafic de conteneur. Comment faire en sorte que cette croissance se fasse en

harmonie avec la protection de l'environnement ? Cette décarbonisation a été envisagée en silo par l'industrie maritime sans faire le lien avec les enjeux discutés à la COP27. Or cette COP doit faire le lien entre la décarbonisation de l'industrie maritime et les contributions nationales à travers lesquelles les pays se sont engagés. Plusieurs initiatives sont envisagées, dont les bateaux à zéro émission. On ne va toutefois pas détruire la flotte exis-

tante mais revoir les moteurs pour les rendre moins polluants. Pour cela, on doit se donner les moyens de contrôler les normes en matière d'émission des navires et faire en sorte que la croissance dans l'industrie maritime, qui est un gage de croissance du PIB, se fasse dans le respect de l'environnement. Pour ce qui concerne le plaidoyer mené par le Togo, il a été convenu, au niveau de la CE-DEAO, d'adopter une stratégie commune de

négociation, qui permet de parler d'une seule voix afin d'obtenir plus aisément gain de cause. Par ailleurs, il faut que les Etats maîtrisent mieux les mécanismes de financement du fonds vert, du fonds pour le climat... Dans le cas de l'industrie maritime, il faut permettre aux armateurs de trouver ces financements pour rendre ces industries vertes.

Source Forbes

Industrialisation de l'Afrique Faure Gnassingbé a participé au sommet de l'UA à Niamey

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé participe à la 17ème session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine qui s'est ouverte le vendredi 25 novembre 2022 à Niamey au Niger.

● Bernard AFAWOUBO



Axé autour du thème : « Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables », ce sommet est consacré à la promotion de l'industrialisation du continent.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine ont défini une politique d'industrialisation et de transformation économique axée sur le partenariat public privé, la libre circulation des personnes et des biens et la coopération multilatérale.

Dans cette dynamique, les dirigeants africains ont opté pour une mutualisation de leurs efforts pour renforcer

le développement des chaînes de valeur industrielles régionales et réaffirmé leur soutien à toutes les initiatives d'industrialisation à l'échelle du continent.

La session est couplée d'un sommet sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pour évaluer l'état de mise en œuvre de ce projet d'envergure continentale. Le Togo a déjà ratifié l'accord établissant la Zlecaf et dispose d'une politique nationale de facilitation des échanges commerciaux, d'amélioration du climat des affaires et de modernisation des infrastructures commerciales et des douanes.

Le pays s'est également doté d'une stra-

tégie nationale ciblant les chaînes de valeurs à fort potentiel économique pouvant être compétitives dans cet espace commercial. Ces efforts ont été reconnus et salués par les instances internationales. Selon le rapport 2020 de l'Initiative Afro Champions, le Togo occupe le troisième rang des pays, en termes de préparation et d'engagement pour la mise en œuvre de l'accord établissant cet instrument de libération du commerce sur le continent.

La présence du Président de la République à ces rencontres de haut niveau, traduit sa ferme détermination en faveur de la transformation industrielle et de l'intégration économique de l'Afrique



**SÉMINAIRE DE FORMATION SUR LES NORMES COMPTABLES
INTERNATIONALES DU SECTEUR PUBLIC (IPSAS)**

Le cabinet **HOUNGS & PARTNERS CONSULTING (HPC) SARL** (membre de ONECCA TOGO), en collaboration avec le cabinet **EULYS SOLUTIONS** (inscrit à l'Ordre des Experts-comptables de la région Paris Île-de-France), organise un séminaire de formation sur le thème :

« S'INITIER AUX IPSAS, LES NORMES DE LA TRANSPARENCE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE »

DATE	LIEU	VILLE/PAYS
14 au 16 décembre 2022	HÔTEL SAKAKAWA	LOME (TOGO)

❖ **INTERVENANTS**

La formation sera animée par :

Monsieur Nicodème ADZRA Diplômé d'Expertise Comptable et de commissariat aux comptes (France), titulaire d'un MBA Management Risques et Contrôle (Université Paris Dauphine) et d'un master 2 audit contrôle et management public (Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne), Monsieur Nicodème ADZRA est Associé-Gérant de la société EULYS SOLUTIONS (France) spécialisé en audit, expertise comptable et conseil.

Inscrit à l'Ordre des Experts-comptables de la région Paris Île-de-France et à l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Togo (ONECCA-Togo), Monsieur Nicodème ADZRA est spécialisé dans le secteur public (OEC Paris Île-de-France). Il est membre du Groupe consultatif technique sur la gestion de la valeur publique de la Fédération Panafricaine des Experts-comptables (PAFA). Il a animé plusieurs formations sur les IPSAS/IFRS et dispose d'expérience dans l'implémentation des IPSAS.

Enseignant vacataire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (cours sur les normes IFRS/IPSAS), il dispose d'une expérience professionnelle de plus de 20 ans à la fois dans le secteur privé (Groupe Alios Finance, EY Sénégal, KPMG Sénégal, Afrique Audit & Consulting Togo) et dans le secteur public international (sous-Directeur puis Directeur administration, finances et systèmes d'information de l'Organisation internationale de la Francophonie, pendant une dizaine d'années).

Il sera accompagné par **Monsieur Koffi Kafui HOUNGUES-AGAGNON**, Expert-Comptable Diplômé et Associé-Gérant de HOUNGS & PARTNERS CONSULTING (HPC) SARL.

Durée : 3 jours

Horaires : 08 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes.

Cible :

- Cadres et agents des services comptables et financiers des Organisations internationales et des entités à but non lucratif
- Fonctionnaires des Ministères
- Experts-comptables, et collaborateurs de cabinets d'expertise comptable,
- Toute personne intéressée par la comptabilité publique et/ou la réforme de l'Etat

Tarif : F CFA HTVA 750 000 par participant, comprenant :

- Déjeuners et pauses-café ;
- Une attestation de participation ;
- Des supports de formation.

Places limitées / Date limite d'inscription : 30 novembre 2022

Inscriptions : Par mail : hpctogo@hpc-secaf.com ou prière contacter le
(228) 90 14 92 92 ou le 93 72 20 20

Soutien au Cédi

Le Ghana va utiliser l'or dans ses échanges commerciaux

Dans un contexte économique particulièrement difficile, le Ghana annonce une décision peu commune destinée à soutenir sa monnaie nationale, le cédi. En effet, le vice-président a fait part, dans une communication ce jeudi, de l'option choisie par le pays de régler ses importations de pétrole raffiné avec de l'or, l'une de ses principales richesses, plutôt que des devises.

La mesure qui devrait être effective dans le courant du premier trimestre 2023 vise à protéger le cédi qui se déprécie depuis le début de l'année par rapport au dollar, la devise de référence dans les échanges internationaux. En cause, la crise ukrainienne qui a induit une flambée des prix des biens importés ; une situation qui alimente l'inflation au niveau mondial et affecte en particulier des pays en développement comme le Ghana. « La demande de devises des importateurs de pétrole (raffiné, ndlr) face à la baisse des réserves

de change entraîne la dépréciation du cédi et une hausse du coût de la vie avec des prix plus élevés pour le carburant, le transport, les services publics, etc. » a indiqué Mahamudu Bawumia, le vice-président, docteur en économie monétaire et finance internationale qui fut par ailleurs économiste au FMI et enseignant dans des universités en Angleterre et aux Etats-Unis. « Pour relever ce défi, a-t-il ajouté, le gouvernement négocie une nouvelle stratégie dans laquelle notre or (plutôt que nos réserves en dollars américains)

sera utilisé pour acheter des produits pétroliers ». « Si nous la mettons en œuvre comme prévu, cela va fondamentalement changer notre balance des paiements et réduira considérablement la dépréciation persistante de notre monnaie avec les augmentations associées des prix du carburant, de l'électricité, de l'eau, des transports et des denrées ». Selon la théorie économique, la valeur d'une monnaie est fonction de l'offre et de la demande sur le marché international. De manière basique, plus une monnaie est de-

mandée sur le marché international (parce que le pays exporte plus qu'il n'importe, et est réglé en dollars qu'il doit convertir en monnaie locale – hausse de la demande), plus elle a tendance à prendre de la valeur (par rapport à la monnaie de référence qu'est le dollar). A contrario, lorsqu'une monnaie est moins demandée (la facture des importations étant plus élevée, le pays est alors en quête de devises en contrepartie de sa monnaie – hausse de l'offre – pour assurer les règlements), elle tend à perdre de la valeur. C'est

dans un tel schéma que se trouve le Ghana. Et le recours à l'or pour les importations vise donc à contenir l'offre du cédi et donc limiter la dépréciation de cette dernière. Début de mise en œuvre En attendant la mise en œuvre effective de la mesure, Mahamudu Bawumia a annoncé dans la foulée un ensemble de directives qui seront applicables dès ce 1er janvier 2023. Ainsi, dès cette date, toutes les grandes sociétés minières « vendront 20 % de leur production d'or raffiné à la Banque centrale » et seront payées en

cédis. Il en est de même pour les autres acteurs de la chaîne aurifère, y compris les petits exploitants. Noté dans la catégorie C, proche du défaut de paiement par les agences internationales de notation, en raison d'une dette qui a flambé en partie en raison de la chute du cédi, le Ghana négocie un financement avec le FMI pour renflouer ses caisses publiques. Des négociations auront pour contrepartie des mesures d'austérités avec la promesse de relancer durablement l'économie. S i k a . c o m

Acquisition de JA Delmas

Mcbcm et Société générale Côte-d'Ivoire s'unissent pour lever environ 135 millions d'euros

Selon un communiqué de presse, la famille Delmas détient depuis près d'un siècle la représentation de cette marque emblématique, premier fabricant mondial de machines dans les domaines de la construction, des mines et de l'énergie.

«Le succès de cette levée de fonds témoigne de l'étendue des capacités du Groupe Mcb, qui a notamment agi en tant que Co-Lead arrangeur, agent des crédits, agent des sécurités, Banque teneuse de comptes et le principal prêteur sur la transaction. Il reflète aussi la solidité de la plateforme financière mauricienne qui permet de structurer et de financer des opérations importantes sur le continent africain », lit-on dans le document. La transaction témoigne également de l'expertise du Groupe Société générale

en Afrique de l'Ouest et reflète ses forces dans la fourniture de solutions de financement stratégiques pour les champions régionaux, Sgci agissant en tant que co-arrangeur principal et deuxième prêteur. L'acquéreur est un véhicule d'investissement nouvellement constitué à Maurice, détenu conjointement par Jean-Luc Konan, fondateur de Groupe Cofina (institution financière en Afrique de l'Ouest et du Centre), et Mohamed Al Bahar (Mab), le concessionnaire Caterpillar dans cinq pays du

Golfe Arabo-Persique. Jad est présent dans 11 pays, réalise un chiffre d'affaires d'environ 700 millions d'euros et compte plus de 2000 employés. A la suite de cette transaction, l'entreprise va s'engager dans un processus de croissance accélérée sous la direction de son Directeur Général actuel et d'autres cadres supérieurs, qui resteront avec l'entreprise. Par le biais de Groupe Cofina, Jean-Luc Konan, le nouveau concessionnaire principal et président, étendra le champ d'action du groupe en

Afrique occidentale francophone, tandis que MAB jouera un rôle clé en tant que partenaire technique. Jean Luc Konan, fondateur et directeur général du groupe Cofina a déclaré : «Nous avons fait le bon choix en désignant Mcbcm et Sgci comme Co-Lead arrangeurs. Leurs équipes ont fait avancer et mené à bien cette transaction avec ténacité, expertise et professionnalisme ». Rony Lam, directeur général Mcb Capital Markets, a commenté : «Je souhaite remercier Jean-Luc pour sa confiance dans

une transaction aussi importante pour lui-même et ses partenaires. JA Delmas a une riche histoire en Afrique de l'Ouest et nous sommes fiers d'avoir joué un rôle à cette étape. Notre équipe, appuyée par les nombreuses expertises du Groupe Mcb, a une fois de plus démontré sa capacité à exécuter des transactions transfrontalières, qui nécessitent de solides compétences techniques et une gestion rigoureuse des transactions ». Kane Mohamed El Fadel, directeur général respon-

sable régional des marchés de capitaux et des financements structurés en Afrique subsaharienne a ajouté a commenté : ce financement d'acquisition est une parfaite illustration de la forte présence du groupe Société Générale en Afrique. Afin d'accompagner nos clients, nous avons constitué une équipe solide composée d'experts internationaux et locaux qui combine connaissance du secteur, expertise technique, capacités de structuration et d'exécution pour offrir des solutions optimales».

Commerce extérieur en 2021

Le Bénin, 1er pays exportateur du coton dans l'UEMOA

Le rapport sur le commerce extérieur de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au titre de l'année 2021 classe le Bénin en tête des pays exportateurs de l'or blanc. Dans l'UEMOA en matière des exportations en 2021, la part du Bénin seule est de 37,8%, le Burkina (22,8%), la Côte d'Ivoire (20,9%) et le Mali (13,0%). Le Bénin est classé en tête des principaux pays exportateurs de coton de l'Union. Les exportations de coton sont orientées principalement vers l'Asie (74,3%) et l'Europe (18,5%).

La part de l'Afrique dans les ventes extérieures de coton est ressortie à 4,3%. Le rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2021 indique que les exportations totales de biens en valeur des pays de l'UEMOA se sont établies à 20.466 milliards en 2021, en augmentation de 11,8% par rapport au niveau enregistré un an auparavant. Cette évolution est essentiellement imputable à une progression des ventes de caoutchouc (42,8%), de pro-

duits pétroliers (34,2%), de coton (31,8%), d'anacarde (16,0%), de cacao (11,5%) et d'or (7,3%). Selon le poids des produits, les exportations de biens demeurent dominées par l'or (30,9%) et le cacao (16,3%), suivis des produits pétroliers (7,5%), du coton (5,4%) et de l'anacarde (4,0%). Les exportations de services de l'Union sont ressorties à 2,5% du PIB en 2021, soit un accroissement de 0,1 point du PIB par rapport à leur niveau

de 2020. Leur poids relatif dans les exportations totales de l'Union est ressorti à 10,9% en 2021 contre 10,6% en 2020, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage. En valeur nominale, elles ont progressé de 15,1%. Cette amélioration résulte essentiellement de la hausse des prestations de service de voyage (+52,2%), en lien avec la réouverture des frontières subséquente à l'assouplissement des mesures de distanciation sociale dans le cadre de la

lutte contre la pandémie de Covid-19. Selon l'analyse des statistiques, il faut remarquer que le Sénégal et le Togo sont les deux pays dont la structure des exportations est la moins concentrée, tandis que la Guinée-Bissau est le pays dont les exportations sont les moins diversifiées. Un montant de 1.113,3 milliards FCFA en 2021 pour les exportations Les exportations de coton ont progressé de 31,8% pour ressortir à 1.113,3 milliards FCFA en 2021, soit

5,4% du total des ventes à l'extérieur de biens. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse des cours de cette spéculation couplée à une augmentation des volumes expédiés notamment en Côte d'Ivoire et au Mali. En particulier pour la Côte d'Ivoire, la production de coton a bénéficié de l'appui du Gouvernement à travers la subvention des prix des intrants ; l'augmentation des surfaces cultivées ; la distribution de semences améliorées à

haut rendement et la stabilité des prix rémunérateurs aux producteurs. Pour le cas du Mali, la filière cotonnière a retrouvé son dynamisme après la chute de la production en 2020 résultant de la baisse du prix garanti au producteur par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). De plus, les efforts du Bénin ont contribué à l'atteinte de cette performance en Afrique de l'Ouest.

CÉLÉBRATION EN DIFFÉRÉE DE LA 42EME JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION (JMA) ET DE LA 26EME OPERATION TELEFOOD,

Le Togo, à l'instar de la communauté internationale a célébré en différé, ce jeudi 24 novembre 2022, la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) Edition 2022. Le thème retenu pour cette 42ème Edition est : "Ne laisser personne de côté ! Amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie".



C'est le représentant du ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, M. KONLANI Dindiogue, Directeur de cabinet, qui a présidé la cérémonie de ladite journée, à la place FAO (Rond-point TVT/ Radio Lomé) à Lomé. Il a saisi cette occasion pour réitérer les remerciements du gouvernement togolais à l'endroit de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et tout le système des Nations Unies ainsi qu'à l'ensemble de tous les autres partenaires techniques et financiers pour leurs appuis multiformes au développement du secteur agricole et rural dans notre pays.

« Le thème de la JMA de cette année, intitulé : « Ne laisser personne de côté, Amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie », cadre parfaitement avec la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 qui traduit la vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, celle de parvenir à une croissance économique inclusive et durable dans un environnement de paix et de stabilité. » a relevé monsieur KONLANI dans son discours de circonstance. Pour la FAO, ce thème est un appel urgent lancé à la communauté internationale pour qu'elle

s'attaque à la réalité alimentaire du nombre croissant de personnes laissées pour compte dans le contexte d'une crise mondiale de la sécurité alimentaire en raison des multiples facteurs notamment la pandémie de covid-19, les catastrophes naturelles..... La cérémonie a été marquée par la remise des kits de matériels agricoles aux coopératives agricoles pour assurer leur sécurité alimentaire et renforcer leur résilience mais aussi aux producteurs de vendre leurs produits. Dans le cadre de cette célébration, il est prévu une mini foire des produits locaux du jeudi 24 au samedi 26 novembre 2022 sur le même site.

Industrialisation de l'Afrique

Antonio Guterres préconise « des partenariats publics-privés et une coopération multilatérale renforcés »

La journée du 20 novembre est dédiée à la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Pour l'édition de cette année 2022, le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres a rendu public un message. Dans ce message, il a dressé le tableau des défis à relever par le continent : « Les pays d'Afrique font face à des crises multiples : conflits armés, insécurité alimentaire et énergétique croissante, inflation et dette galopantes, réduction de la marge de manœuvre budgétaire et multiplication des catastrophes climatiques ».

Et pourtant, le patron de l'ONU estime qu'il y a des solutions endogènes à ces difficultés : « l'Afrique compte certaines des écono-

mies qui connaissent la croissance la plus rapide du monde et ont le potentiel de jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique

mondiale », soutient-il. Aussi propose-t-il des pistes de sortie pour l'industrialisation du continent : « des partenariats public-privés

et une coopération multilatérale renforcés sont nécessaires pour promouvoir un développement industriel en Afrique qui soit inclusif, résilient et durable. Une nouvelle architecture financière offrant un meilleur accès au financement et un coût du capital plus faible sont essentiels pour débloquent les investissements à grande échelle. Également, œuvrer col-

lectivement pour stimuler l'esprit d'entreprise, exploiter le potentiel des nouvelles technologies, élargir les perspectives offertes aux jeunes, aux femmes et aux filles, renforcer la résilience climatique et favoriser la compétitivité et le commerce ». Enfin, Antonio Guterres appelle à une collaboration pour la réalisation des objectifs de la Zone de libre-

échange continentale africaine, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En cette Journée de l'industrialisation de l'Afrique, il exhorte à l'union des « forces pour bâtir un continent plus durable, plus pacifique et plus prospère pour toutes et tous »

Corpsdiplomatie.tg

Coupe du monde 2022

Le Portugal bat le Ghana grâce à un Cristiano Ronaldo record

Les Portugais ont souffert, mais ont finalement pris le dessus sur le Ghana (3-2), jeudi 24 novembre, à Doha, à l'issue d'un match où Cristiano Ronaldo est devenu le premier joueur à inscrire au moins un but lors de cinq éditions du Mondial.

Il était attendu, il a répondu présent : Cristiano Ronaldo est entré un peu plus dans l'histoire du football, jeudi 24 novembre, lors de la victoire du Portugal contre le Ghana (3-2), pour l'entrée en lice de la Seleçao das quinas, au stade 974, à Doha. Auteur du premier but, l'ancien joueur de Manchester United est devenu le premier joueur à inscrire au moins un but lors de cinq éditions différentes. Il aura fallu patienter. Les hommes de Fernando Santos ont mis près d'une heure avant de trouver la faille dans la défense ghanéenne. Pourtant, ils ont eu de multiples opportunités en première période. Cristiano Ronaldo, déjà lui, a manqué un face-à-face après une dizaine de minutes de jeu. Sur un centre de Raphaël Guerreiro, le capitaine portugais s'est ensuite élevé plus haut que tout le monde, mais a manqué le cadre (0-0, 14e). A la demi-heure de jeu, Ronaldo, toujours lui, a pris le dessus sur Alexander Djiku, avant d'ajuster le portier ghanéen et a cru ouvrir le score. C'était sans compter sur l'arbitre de la rencontre, qui sifflait une faute évidente du capitaine portugais. Alors que le Portugal

continuait de buter sur le mur ghanéen au retour des vestiaires, Ronaldo, s'est écroulé dans la surface ghanéenne. Pas le penalty le plus évident de sa carrière, mais l'arbitre n'est pas revenu sur sa décision, pour le plus grand malheur des joueurs ghanéens. Sans surprise, le capitaine portugais s'est saisi du ballon, avant de transformer l'offrande lui-même (1-0, 65e) et de fêter ce nouveau record au milieu de ses coéquipiers. Avec ce huitième but en Coupe du monde, il n'est désormais qu'à une longueur de la légende de son pays, Eusebio, mais est encore loin du recordman de buts, l'Allemand Miroslav Klose (seize réalisations sur quatre éditions). On pensait alors le Portugal lancé. C'était sans compter sur André Ayew. Sur l'une des rares incursions ghanéennes, Mohammed Kudus a envoyé un centre entre les jambes de Danilo Pereira pour trouver l'ancien attaquant marillais, qui n'a plus eu qu'à pousser le ballon au fond des filets (1-1, 73e). A peine le temps de souffler et de voir le second buteur du jour quitter le terrain, que Joao Felix (2-1, 78e), puis Rafael Leao (3-1, 80e) permettaient aux Portugais

de se donner de l'air. Ronaldo aurait même pu creuser un peu plus l'écart, mais l'attaquant a buté une nouvelle fois sur Lawrence Ati (83e). Six minutes plus tard, Osman Bukari, étrangement seul au second poteau, relançait le match de la tête (3-2, 89e). La suite aurait pu être terrible pour les hommes de Fernando Santos. Au bout des arrêts de jeu, Diogo Costa, le gardien portugais, pensait dégager tranquillement et n'a pas vu Inaki Williams surgir derrière lui pour lui voler le ballon. Mais le Ghanéen a trébuché sur son dribble, sauvant les Portugais d'une égalisation à la dernière seconde. Ce succès, certes compliqué, permet à la sélection portugaise de prendre la tête du groupe H, à l'issue de la première journée. Les hommes de Fernando Santos devançant l'Uruguay et la Corée du Sud, qui se sont quittées sur un nul (0-0), un peu plus tôt, jeudi. Ils retrouveront les Uruguayens dès lundi, pour une revanche du huitième de finale de 2018, lors duquel Edinson Cavani et ses coéquipiers les avaient fait tomber (2-1). Une victoire et le Portugal serait déjà assuré de la qualification pour les huitièmes de finale.

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

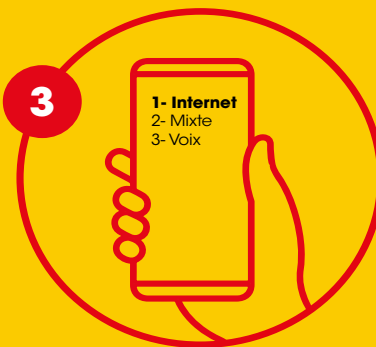
**Ça c'est
moi!**
***909*1#**



1
Composez
***909#**



2
Selectionnez
1- Ça C'est Moi



3
Selectionnez
Internet



4
**Choisissez le forfait
fait pour vous**

*909*1# pour découvrir les forfaits
internet spécialement conçus pour toi.
Promo valable du 30 septembre au
28 décembre 2022. Plus d'infos au 888

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom